

Où en est le banquet de l'humanité ?

Jean Semal

Rédacteur en chef

Dans certaines familles pauvres du Viêt-nam, la politesse traditionnelle voulait que le visiteur invité déposât, sur le bol de riz qu'on lui servait, un petit poisson en bois tiré de sa poche et sur lequel l'hôte versait de la sauce. Chacun était symboliquement enrichi de cet échange : la face était sauvée et, avec le temps, la petite figurine, imprégnée de succulent liquide, devenait une friandise bonne à sucer en cas de disette.

Demain, les nourritures et les odeurs virtuelles peupleront peut-être l'univers des nantis, mais un milliard d'êtres humains sera toujours en manque de calories, d'acides aminés et de vitamines.

Le Symposium organisé récemment à Québec, à l'occasion du cinquantième anniversaire de la FAO, a tenté de prendre ce problème à bras-le-corps. Patronné par le directeur général de la FAO Jacques Diouf, présidé par Edgard Pisani, alors président de l'Institut du Monde Arabe, et mis en œuvre sous l'égide des gouvernements du Canada et du Québec ainsi que de la municipalité de la ville de Québec, il a rassemblé plus d'un millier de participants (scientifiques, officiels, décideurs, responsables d'ONG) pour traiter du sujet « L'humain au cœur du développement : la sécurité alimentaire par son savoir-faire. » Cela aurait pu être un méga-spectacle de plus à ajouter à la kyrielle des congrès et des cérémonies classiquement organisés à l'échelle planétaire. Réunions où les grands de ce monde se rencontrent, se congratulent, festoient et se promettent de faire mieux la prochaine fois. Il n'en fut heureusement rien, grâce au sérieux,

à la ténacité, à la compétence et à l'enthousiasme, tant des participants que des organisateurs.

Un compte rendu détaillé des thèmes abordés et de la substance des travaux du Symposium de Québec figure dans ce numéro des *Cahiers Agricultures* (p. 449). Disons déjà que, sur le plan méthodologique, les organisateurs ont utilisé une technique de maïeutique à l'efficacité éprouvée et qui est largement pratiquée au Canada. Elle met en œuvre de véritables forceps psychologiques afin d'extraire la substantifique moelle des discussions de petits groupes, organisés par tables indépendantes, dont on communique périodiquement des conclusions particulières que l'on confronte ensuite dans le cadre d'un débat général. Quant au fond des problèmes évoqués, on aura perçu une fois encore la dualité d'approche du drame de la malnutrition dans le monde.

Certes, on admet généralement qu'il ne s'agit pas d'un défaut de production globale, mais plutôt d'une question d'accès à la nourriture entravé par la pauvreté. Encore que la baisse actuelle des stocks, la consommation accrue des dragons asiatiques et la démographie croissante commandent d'augmenter cette production en tout état de cause. Néanmoins, les propositions avancées pour faire face au problème de la malnutrition demeurent divergentes.

Un courant puissant, soutenu par les ONG, préconise un développement aut centré de la production, une amélioration technique adaptée et une restructuration socio-économique appropriée aux différentes conditions locales, dans le

J. Semal : Unité de phytopathologie, Faculté des Sciences agronomiques, 2 passage des Déportés, B-5030 Gembloux, Belgique.

cadre d'un pilotage des marchés mondiaux. D'autres, au contraire, persistent à croire davantage aux vertus du village global planétaire, à l'ouverture des marchés et à l'innovation technologique de pointe pour y parvenir. Ces deux points de vue devraient être objectivés et leurs limites respectives validées, car ils me paraissent plus complémentaires qu'exclusifs l'un de l'autre.

Paradoxalement, faim et malnutrition sont surtout répandues en milieu rural. Les grandes villes côtières, en effet, bénéficient largement de l'apport d'aliments à des prix maintenus artificiellement bas sur le marché mondial, alors que les zones de l'intérieur en sont réduites à l'auto-alimentation et ne trouvent pas à valoriser leurs excédents de production à des prix compétitifs avec ceux des produits importés. Pour les uns, cette pauvreté alimentaire des campagnes n'est nullement due à l'ouverture des marchés agricoles extérieurs, tandis que, pour les autres, une discrimination positive s'impose en la matière au bénéfice des pays pauvres.

Un autre aspect encore concerne les aides alimentaires quasi gratuites, réalisées à grande échelle suite aux conflits armés, aux sécheresses ou aux déplacements de populations. Certes, cette composante humanitaire est honorable et indispensable. Mais elle crée, à la longue, des situations de dépendance ainsi que des distorsions économiques et sociales qui commandent d'en limiter l'usage aux situations exceptionnelles, sans l'utiliser abusivement comme facteur de régulation des excédents mondiaux.

Un témoignage récent mérite de retenir notre attention à cet égard. La ministre de l'Agriculture d'un État africain, enten-

due à TV5, après avoir rappelé que cinq agronomes participaient au gouvernement de son pays, n'hésita pas à mentionner les effets pervers de certaines aides alimentaires internationales, qui dégradent la valorisation des productions agricoles endogènes et minent leur développement futur. Ceci me rappelle une visite faite en 1985 à la sucrerie de Richard-Toll, au Sénégal, qui assurait à l'époque le traitement de 700 hectares de canne. Les dirigeants de cette entreprise nous dirent combien leur activité était menacée par l'importation, sur le marché de Dakar, de sucre provenant d'Europe à des prix inférieurs aux coûts de production intérieurs. La société avait cependant pu reconquérir des parts de marché, grâce à la mise en œuvre d'une petite ensacheuse de 125 grammes. Ces conditionnements étaient destinés aux consommateurs pauvres, incapables d'acheter un pain de sucre de un kilo, mais à même de payer un triangle en matière plastique contenant un peu de la précieuse denrée. Exemple très ponctuel sans doute, mais qui illustre la nécessité d'adapter les processus de transformation et de commercialisation aux réalités locales.

Revenant au Symposium de Québec, qui fut dans son ensemble une expérience des plus enrichissantes, on peut espérer qu'il marquera un tournant dans la recherche d'une véritable solidarité alimentaire mondiale.

Un petit « couac » cependant dans le couronnement du long processus de maturation des conclusions de ce Symposium aux mécanismes bien huilés. Les résolutions finales de l'atelier thématique « Gestion des savoirs et de la technologie », aux travaux duquel j'ai participé, apparaissaient étrangement réductrices,

édulcorées et, même, émasculées par rapport à la diversité et au caractère incisif des conclusions partielles émises aux différentes étapes de notre travail collectif. Visiblement, certaines orientations prises par les travaux des ateliers thématiques et par les interventions de la présidence du Symposium ont dérangé d'aucuns, et il se peut que les ministres de l'Agriculture et de la Coopération, réunis le 14 octobre 1995 au Château Frontenac sur les lieux mêmes de la création de la FAO, n'aient eu que des échos assourdis de ce qui fut, en réalité, bouillonnement d'idées, foisonnement de réalisations concrètes et floraison de projets novateurs.

Mais qu'importe : comme j'ai eu l'occasion de le dire sur les ondes de Radio-Canada, ce qui compte avant tout, c'est qu'un millier de cerveaux attentifs et volontaristes aient interagi au sein de ce vaste forum d'échanges largement ouverts, en dehors de toute volonté de convaincre à tout prix et de toute obligation de rechercher le consensus mou. Et cela, qu'on le veuille ou non, laissera des traces indélébiles qui seront bénéfiques dans la préparation des importantes réunions programmées en novembre 1996 à Rome, siège de la FAO, dans le cadre d'un Sommet mondial sur l'alimentation.

À l'échelle ministérielle d'abord, à celle des Chefs d'État ensuite, il est prévu de traiter des moyens propres à combattre la faim et la malnutrition dans le monde. Un signe des temps : les organisateurs du Sommet romain auraient proposé que les coûts des dîners et réceptions soient réduits le plus possible, afin d'affecter les économies ainsi réalisées aux objectifs de la réunion. Le petit poisson de bois inspirera-t-il le sommet de Rome ? ■